

ROUBAIX

MARCHÉ À TERME.

Roubaix-Tourcoing

Les Chambres de Commerce de Roubaix et de Tourcoing ont dans leur réunion du 27 mars 1928, pris la délibération suivante :

Vu l'arrêté de la M. le Préfet du Nord en date du 11 mars 1928, portant la permission de prélever certains points

spéciaux qui en découlent :

Le Chambre de Commerce, après avoir pris connaissance du travail qui a été fait par la commission sur les réglementations au Marché à Termes et en avoir débattu, décide ce qu'il doit être fait pour l'avoir procédé.

Le Contrôleur : Un contrôleur sera désigné chaque année par les Chambres de Commerce, après accord avec la Caisse de Liquidation.

La remise de cet emploi sera faite à la Caisse de Liquidation.

Le contrôleur aura pour devoir de rechercher et faire établir toutes les irrégularités ou les fautes commises dans les opérations et les affaires inscrites à la Caisse de Liquidation, ainsi que les abus de toute nature en particulier dans les offres et les demandes des coteries.

Les infractions seront consignées dans un rapport qui sera remis aux Chambres de Commerce de Roubaix et de Tourcoing et à la Caisse de Liquidation. Pour toute infraction, la Caisse de Liquidation pourra être tenue à la charge d'un courrier, et selon la gravité de la faute, l'article 31 du règlement devra lui être appliquée après avis des Chambres de Commerce.

Les clients de la Caisse de Liquidation sont engagés par la loi de leur admission à faire connaître aux Chambres de Commerce et à la Caisse de Liquidation croirent devoir prendre vis-à-vis des courriers pour que ces contrôles puissent s'exercer aisément.

Les courriers devront inscrire chez eux, dans la journée même, toutes les opérations qu'ils auront traitées, sur un registre qui sera constamment à la disposition du Contrôleur.

Les courriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

2^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse et à visiter, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier. Leur décision sera sans appui.

Un courrier ayant fait la moindre abus ou le moindre rastourne de courtage sera rayé du fil.

Pour tout courrier qui aurait sollicité une personne étrangère à la cause, ou, à l'exception, d'un membre d'une firme, et faisant ensuite, en connaissance de cause, inscrire l'affaire au nom d'une maison admise à la Caisse, l'article 31 devra être appliqué.

Tout courrier qui aurait fait une affaire pour son compte, en la faisant inscrire au nom d'une maison admise à la Caisse, sera rayé et une plainte contre lui sera adressée à la Caisse.

L'article 31 devra également être appliqué à l'égard d'un courrier qui aurait apporté une critique à son client officiel exacte.

3^e Admission des clients : Une maison qui a avec un tiers une opération de délière ou accapte un ordre de filière, a pour stricte obligation de faire cette opération en son nom en entrant dans la Caisse de Liquidation, en passant par la corrélie. Faute de remplir ces obligations cette sera rayée.

Les maisons agréées sont dans l'obligation d'inscrire les affaires faites pour compte de tiers sur les mêmes tons que ceux auxquels elles ont traité avec leur client.

En tout cas, un client ayant opéré pour le compte d'un tiers doit à ce tiers le contrepartie de la Caisse de Liquidation, toute infraction devant son seullement rendre toute la maison qui opère sous son nom à la radiation de la Caisse.

La maison qui aurait accepté d'inscrire sous son nom une affaire pour le compte d'une personne étrangère à la cause, ou, à l'exception d'un membre d'un des membres d'une firme, sera rayée de la Caisse.

La maison qui aurait publié une cote au titre que la cote officielle exacte serait rayée.

4^e Corrélie : Toutes les affaires, quelles qu'elles soient, passeront par la Caisse de Liquidation, seront inscrites sur le tableau de la Bourse, à la corrélie, de la façon suivante :

Toute affaire offerte à la corrélie devra être avec indication non seulement du prix mais aussi de la quantité et du motif.

Le courrier qui se portera acheter ou vendre sur une série de murs sera tenu de donner la quantité offerte sur chacun des murs indiqués. Si il était acheteur ou vendeur de la quantité, il devrait le spécifier dans son offre en disant, par exemple : Jan sur Févries ou Mars, etc.

Lorsqu'un courrier sera trouvé dans un client acheteur ou vendeur pour une ou plusieurs filières, l'affaire ne pourra être délivrée immédiatement que si la corrélie, en tout cas, ne connaît pas le vendeur ou le acheteur.

Si, en vainquant faire inscrire cette affaire comme acheteur et vendeur, il trouve une ou plusieurs personnes à un prix supérieur auquel il a acheté l'affaire sera élevée sera accepté l'offre ainsi faite. Le prix sera de cette façon amélioré pour l'un ou l'autre de ses clients, laissant son autre client sans affaire faite.

Toutes les affaires devront être inscrites immédiatement au tableau.

Les cotations et raports et échange seront inscrits dans le cas contraire au tableau, avec indication des quantités, des murs et de l'heure de prix.

En même temps qu'il les fera porter au tableau, le courrier fera mentionner dans le livre des courriers les prix qui devront être inscrits à la Caisse de Liquidation.

Le fermier, ou le contrepartie sera indiqué, pour chaque coté en tête de la Bourse, et sera répété sur les cotations officielles dressées par les courriers.

L'ouverture de la corrélie se fera respectivement :

A Roubaix, à onze heures 20 du matin.

A Tourcoing, à trois heures 45 après-midi.

A Lille, à quatre heures 15.

A Lille, à quatre heures 15.

Le coté s'établira sur la moyenne des affaires faites et elle contiendra en accolade indication des acheteurs et des vendeurs en clôture.

La Cote sera désormais faite sur deux mois au lieu de douze.

6^e Les deux types de liste servant aux experts en évaluation-Ayres et en Australie, seront mis à la disposition du public, dans le local de la Bourse, et il sera alors délivré échantillon sur demande.

7^e Dépôt : Quand une fluctuation en baisse ou en hausse de 40 centimes et plus se produira dans un espace de quinze jours, sur l'un quelconque des murs, le dépôt sera porté automatiquement à cinq mille francs soit pour les acheteurs quand le marché est en hausse, soit pour les vendeurs quand le marché est en baisse. Cette mesure sera appliquée pour la durée d'un mois. Au surplus, la Caisse de Liquidation restera toujours libre de ses agissements en ce qui concerne les augmentations ou diminutions nécessaires à la sécurité financière.

La Caisse de Liquidation ayant pris connaissance de ce règlement, déclare que :

Les Chambres de Commerce ayant l'administration de la Bourse déterminent réglement des opérations qui y sont faites, et la Caisse de Liquidation s'engage à renoncer à toute opération fautive conformément à ce règlement.

La Caisse de Liquidation accepte la nomination d'un contrôleur chargé par les deux Chambres d'assurer la régularité de ses opérations et la stricte application du règlement.

La Caisse de Liquidation s'engage à refuser l'application de toute opération des deux courriers agréés par les Chambres de Commerce.

Dont acte.

Pour copie conforme :

Le président de la Chambre de Commerce de Roubaix : CARISSIMO, vice-président — Le président de la Chambre de Commerce de Tourcoing : E. JOURDAIN.

Fait à Roubaix, le 26 mars 1928.

LE FESTIVAL DES QUARTIERS DE LA GRANDE PLACE, DU SANTEL ET DES TROIS-PONTS

Le festival qui organise l'Union des Commerçants du quartier de la Faïencerie, pour le plaisir de la foire, s'annoncent sous leurs heures propres.

Le programme comprend : Grande course cycliste : Roubaix-Lens et retour, 30 km. Les meilleurs environnements avec nombreux prix et primes, et également plusieurs d'argent et de bronze, obligeant d'autre part.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

2^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

3^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

4^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

5^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

6^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

7^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

8^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

9^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

10^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

11^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

12^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

13^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

14^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

15^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

16^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d'admission, une convention spéciale qu'il devra conclure au moment où il fait sa demande.

La Caisse de Liquidation et les Chambres de Commerce n'auront aucune explication à donner sur l'admission ou le refus d'admission d'un courrier.

Les couriers devront donner au Contrôleur toutes les explications que ce dernier pourra leur demander au sujet d'une affaire, en vue de s'assurer que celle-ci est absolument régulière.

17^e Courriers : Chaque année, avant fin décembre, et au moment de la mise en œuvre des arbitrages modificatifs au règlement, chaque courrier individuellement devra adresser à la Caisse de Liquidation et aux Chambres de Commerce une demande d'admission à la Caisse pour l'année suivante. Not courtier ne pourra être admis sans avoir été accepté par ces trois groupes.

La demande sera faite à la Caisse de Liquidation, en visant, en cas d